

SOUFFRANCE AU TRAVAIL : une situation inédite et inquiétante à Besançon

lors de la réunion des IRP à Besançon le 7 mars , la médecin du travail (AST 25) qui nous suit depuis des années et qui était présente à la réunion, a révélée qu'en 2018, cinq salariés qui avaient sollicité son aide présentaient «**un syndrome d'épuisement professionnel**» . Du jamais vu à F3 FRanche-Comté (93 salariés) . Ces salariés, dont deux au moins sont toujours suivis, sont issus de tous les secteurs de la station (administratif, rédaction, technique).

Pour la médecin du travail qui présentait son bilan santé « **une réflexion collective doit s'engager pour prévenir l'apparition de ces pathologies lourdement handicapantes pour le salarié impacté mais aussi pour le collectif de travail**» puis « **Le constat de ces pathologies nous ramène sur l'indispensable besoin d'analyse de l'activité de l'organisation et des relations de travail**». Une situation inquiétante confirmée aussi par la psychologue (groupe JLO) également présente : 17 entretiens avec une douzaine de personnes (tous métiers) en 2018 contre 10 seulement à Dijon où il y plus de monde ! ; **près de la moitié de ces consultations sont liées directement aux conditions et aux relations de travail.**

Conséquence : un taux d'absentéisme important et en hausse en 2018 à Besançon avec 5,56%. (47

personnes concernées) pour une moyenne FTV à 5,88 % selon la RH.

Notre direction régionale, comme nous l'avons déjà remarqué sur d'autres dossiers, semble «spectatrice » de cette situation, acquiesce sur la nécessité de trouver des solutions, et finit par dégainer un peu plus tard lors de la présentation du document unique d'évaluation des risques... le concept de la bienveillance....!!! Car selon nos managers , nous nous parlons mal ... il y a trop de tensions et de violences verbales entre salariés à la station et cela génère donc du stress et de la souffrance. Des actions doivent donc être menées. Un peu courte l'analyse. Nous avons rétorqué une nouvelle fois que l'organisation du travail dans cette station régionale comme le caporalisme parfois autoritaire, souvent fuyant , de l'encadrement, génèrent principalement cette souffrance au travail . L'absence de réponses à la plupart des problèmes soulevés par les salariés, la politique du moins disant (y compris sur l'achat de matériel), le sentiment de ne pas soucier de l'avenir de nos métiers (le web ou la mort), expliquent selon nous ce malaise permanent et c'est ce que nous avons dit à la médecin du travail.

trois autres dossiers importants qui ont d'ailleurs un lien avec cette souffrance et cette inquiétude du personnel ont été évoqué : l'augmentation du temps d'antenne en région en septembre (le matin avec France bleu et surtout le soir dès 18h30 ?) ET l'expérimentation de nouveaux métiers cette année.

Sur le contenu de l'antenne , c'est le grand flou et c'est bien ce qui est inquiétant. on ne sent aucune ambition éditoriale, aucune urgence à développer de nouveaux concepts en associant les personnels.

Quand aux nouveaux métiers c'est clair: les JRI/ Monteurs devraient faire leur apparition dans les bureaux excentrés de Bourgogne puisque il y aurait des volontaires. On ignore si c'est sera aussi le cas à Besançon , La fonction de scripte/Chef d'édition pourrait également être expérimentée à Besançon. Mais là encore, rien qui ne puisse rassurer celles et ceux qui redoutent déjà de voir leur fonction aspirée par une autre...

enfin un autre dossier à Besançon pollue notre quotidien et génère lui aussi un sacré stress : les véhicules de tournage.

Nous nous battons contre la scandaleuse décision de Paris de doter les régions de (petits) véhicules complètement inadaptés à nos missions. Pour nous, pas question de rouler (jusqu'à 4 heures par jour et souvent en zone de moyenne montagne) avec des Renault clio et des Peugeot 2008 chargées jusqu'à la gueule et inutilisables en fait si il y a une équipe de trois personnes. Une pétition va être lancée à Besançon auprès de celles et ceux qui «roulent» chaque jour : Journalistes, OPV et OPS. Nous verrons bien. Selon notre collègue de la rédaction Elisabeth Braconnier (élue CGT au CSE) la question sera à l'ordre du jour à Paris en avril..

Voilà pour les news
LAURENT & KARL
RP BESAC